

## Manifestation du 1<sup>er</sup> mai 2022 à Avignon

### à l'appel des Unions Départementales FO et CGT, de la FSU et Solidaires



#### Prise de parole de Jean-Luc Bonnal, Secrétaire Général de l'Union Départementale des syndicats Force Ouvrière

Bonjour à tous,

Vous l'aurez constaté, les 1<sup>er</sup> mai ne se ressemblent pas et celui-ci n'est pas entravé par les mesures sanitaires liberticides que nous avons connues.

Quoi qu'il advienne, le 1<sup>er</sup> mai demeure un symbole de l'engagement syndical. Celui de la solidarité ouvrière, du refus de l'exploitation, de l'action collective et de l'internationalisme.

C'est aussi un engagement pour la paix.

Et ce 1<sup>er</sup> mai est tout particulièrement placé sous le signe de l'appel à la paix, alors que la guerre en Ukraine se poursuit avec ses victimes, ses atrocités, ses destructions à la suite de l'invasion de ce pays par l'armée russe.

À Force Ouvrière, nous exprimons solennellement notre condamnation de la guerre et apportons notre soutien à la population, aux travailleurs qui, en Ukraine, mais aussi partout à travers le monde, sont les premières victimes de toute guerre.

Au lendemain des élections présidentielles, à la veille des élections législatives, nous appelons à FO à la vigilance et au rejet de tout acte ou propos racistes, antisémites, xénophobes... au rejet des slogans et des politiques qui visent à faire de l'étranger le bouc émissaire au lieu d'apporter des réponses sur le terrain économique et social.

Et ces réponses ne peuvent être la poursuite des politiques d'austérité et de détricotage de notre modèle social, qui s'accompagnent de restrictions de nos libertés individuelles et collectives.

Monsieur le Président de la République, en ce 1<sup>er</sup> mai, journée internationale de revendications, c'est même une rupture totale avec ces politiques que nous revendiquons, tout comme nous revendiquons le rétablissement de toutes les libertés individuelles et collectives auxquelles vous avez porté atteinte.



Alors que l'inflation atteint à nouveau des sommets, alors que les inégalités s'accroissent et que les dividendes des actionnaires explosent, à FO nous exigeons dans un esprit de justice sociale une augmentation générale significative des salaires, des minima sociaux et des retraites.

Dans le même temps, nous demandons la mise en place de mécanismes de blocage des prix des biens des dépenses contraintes (carburants, énergie, alimentation...) et la mise sous condition des aides publiques aux entreprises à la négociation des salaires, au maintien des emplois et à l'interdiction du versement des dividendes.

Ce 1<sup>er</sup> mai doit être également l'occasion d'une mise en garde solennelle au futur gouvernement.

Nous avons su en 2020 nous mobiliser pour faire barrage au système de retraite universel par point, nous saurons nous mobiliser avec énergie pour faire barrage à tout projet qui viserait au recul de l'âge de la retraite. Transformer l'élection présidentielle en pseudo référendum sur ce sujet serait une manipulation inacceptable.



Non seulement, nous saurons engager toutes nos forces pour combattre tout recul de l'âge de la retraite, mais nous nous engageons d'ores et déjà dans une démarche déterminée de reconquête sociale, qui passe par le retour à la retraite à 60 ans pour un taux plein sans décote. C'est aussi cela l'action syndicale.

En ce 1<sup>er</sup> mai, FO réaffirme que les salariés, les ménages n'ont pas à payer le « quoi qu'il en coûte », ni à accepter des sacrifices au nom de quelque guerre que ce soit... que cela soit bien compris !

Quel que soit le contexte, nous ne nous laisserons pas embarquer dans une union nationale visant à taire les revendications.

Nous n'accepterons pas que le coût de la crise sanitaire soit financé au final par la Protection sociale et que notre Sécurité Sociale subisse de nouveaux coups.

Pas plus que nous n'accepterons que les services publics soient la variable d'ajustement de ces politiques d'austérité.

Au contraire, il y a nécessité absolue, plus encore en ces périodes de crises sanitaire, sociale et maintenant internationale, à donner tous les moyens humains et matériels nécessaires à l'accomplissement de leurs missions, que ce soit dans la Fonction publique hospitalière, territoriale ou de l'État.

C'est pourquoi, Force Ouvrière affirme que, plus que jamais, ce 1<sup>er</sup> mai constitue une mise en garde sur les lignes rouges à ne pas franchir et un point d'étape à la construction d'une mobilisation indispensable pour défendre les droits des femmes et des hommes au travail, les salaires, la sécurité sociale, les retraites, le droit des jeunes générations à l'Instruction publique laïque, et pour faire avancer le progrès social, la justice sociale, la paix et la liberté.

Vive le syndicalisme libre et indépendant !

Vive la solidarité internationale des travailleurs !

Vive le 1<sup>er</sup> mai de revendications !

